

Arrêté n° DCPAT 2026-0078 du 27 MARS 2026

Enregistrement

Société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU
Exploitation d'une usine de fabrication de canalisations et flexibles pour l'aéronautique
sur le territoire de la commune de Luceau

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- VU** l'annexe III de la directive n° 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne (SDAGE) adopté le 3 mars 2022, approuvé par arrêté du 18 mars 2022 et entré en vigueur le 4 avril 2022 ;
- VU** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin versant du Loir, approuvé par arrêté inter-préfectoral le 25 septembre 2015 ;
- VU** le plan national de prévention des déchets (PNPD) 2021-2027 du 2 mars 2023 ;
- VU** le plan régional de prévention et de gestion des déchets de la région des Pays-de-la-Loire adopté le 17 octobre 2019 ;
- VU** les documents d'urbanisme applicables sur la commune de Luceau ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** la demande déposée le 12 mars 2024 et complétée le 7 octobre 2025 par la société TECALEMIT AEROSPACE Luceau dont le siège social est ZI du Puits à Luceau (72500) en vue de l'exploitation d'une usine de fabrication de canalisations et flexibles pour l'aéronautique, ZI du Puits à Luceau (72500) ;
- VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé ;
- VU** l'avis en date du 26 septembre 2025 du maire de la commune de Luceau sur la proposition d'usage futur du site faite par le pétitionnaire selon les types d'usages définis à l'article D. 556-1-A du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2025-0306 du 17 octobre 2025 prescrivant la consultation du public sur la demande susvisée présentée par la société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU, du 18 novembre 2025 au 16 décembre 2025 inclus, sur le territoire de la commune de Luceau ;

VU le registre de consultation du public mis à disposition du public sur la demande susvisée du 18 novembre 2025 au 16 décembre 2025 inclus ;

VU l'absence d'observation du public lors de la consultation qui s'est tenue du 18 novembre 2025 au 16 décembre 2025 ;

VU l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Sarthe en date du 21 novembre 2025 ;

VU l'absence d'avis du conseil municipal de la commune de Luceau ;

VU le rapport du 06 février 2026 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 19 février 2026;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement présentée par la société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les demandes, exprimées par la société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU, d'aménagements des prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé du 09/04/2019 ne remettent pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions des chapitres 2.1 et 2.2 du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux et compte tenu des engagements du pétitionnaire, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que les caractéristiques du projet et notamment en matière d'utilisation des ressources naturelles, de production de déchets, de rejets ou de nuisances ne sont pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que l'importance des aménagements sollicités par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'enregistrement par rapport aux prescriptions générales applicables ne justifie pas de demander un dossier complet d'autorisation ;

CONSIDÉRANT en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du pétitionnaire par courrier du 07 mars 2026 et que celui-ci n'a pas émis d'observations dans les délais impartis ;

SUR proposition de la Secrétaire générale de la Préfecture du département de la Sarthe ;

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

Article 1.1.1 – Exploitant

Les installations de la société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU, dont le siège social est ZI du Puits à Luceau (72500) faisant l'objet de la demande susvisée du 12 mars 2024 et complétée le 7 octobre 2025, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées dans la ZI du Puits à Luceau (72500). Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du Code de l'environnement).

Article 1.1.2 – Description de l'activité

La demande vise à l'enregistrement d'ateliers, de dégraissage, nettoyage classés sous la rubrique 2564 et d'un atelier de traitement de surface classé sous la rubrique 2565.

CHAPITRE 1.2 – NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

N° de la rubrique nomenclature ICPE	Libellé de la rubrique	Éléments caractéristiques des installations	Régime de l'installation
2564.1.a)	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques 1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l	Volume des cuves : 2 460 L	Enregistrement
2565.2.a	Traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a. Supérieur à 1 500 l	Volume des bains : 2 316 L	Enregistrement

Article 1.2.2 – Liste des installations concernées par une rubrique installation, ouvrage, travaux et activités (IOTA)

N° de la nomenclature IOTA	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime de l'installation
21.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	1,5 ha (5 000 m ² de la parcelle AB 31 et 10 000 m ² via projet d'extension foncière sur parcelle OB 0561)	Déclaration

Article 1.2.3 – Situation de l'établissement

Les installations sont situées sur la commune de Luceau, sur les parcelles cadastrales suivantes : 31 de la section AB ainsi que 0561 et 0531 de la section OB du plan cadastral.

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Article 1.3.1 – Conformité au dossier d'enregistrement

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant sa demande du 12 mars 2024 et complétée le 7 octobre 2025.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable.

CHAPITRE 1.4 – MISE A L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage compatible avec des activités industrielles.

CHAPITRE 1.5 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Article 1.5.1 – Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement..

Article 1.5.2 – Prescriptions techniques applicable – Aménagements et renforcement des prescriptions

En référence à la demande de l'exploitant (article R. 512-46-5 du Code de l'environnement), les prescriptions des articles 12 alinéa II de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 9 avril 2019 sont aménagées suivants les dispositions du chapitre 2.1 du Titre 2 « PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES » du présent arrêté.

Conformément à l'article L. 12-12 du Code de l'environnement, les prescriptions des articles 5, 10, 11, 12, 13, 14, 18 et 20 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 9 avril 2019 sont complétées et renforcées afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et sont décrites au chapitre 2.2 du Titre 2 « PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES » du présent arrêté.

TITRE 2 – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1 – AMÉNAGEMENTS VIA MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Pour la protection des intérêts cités à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, les prescriptions générales applicables aux installations sont modifiées par celles de l'article 2.1.1 ci-après.

Article 2.1.1 – Aménagement de l'article 12 de l'Arrêté Ministériel du 09/04/2019

En lieu et place des dispositions de l'article 12 alinéa II de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 9 avril 2019 relatifs aux installations classées soumises à déclaration sous les rubriques n°2564 et n°2565, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« II. Voie « engins »

Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour :

- *la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;*
- *l'accès au bâtiment ;*
- *l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;*
- *l'accès aux aires de stationnement des engins.*

Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.

Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :

- *la largeur utile est au minimum de 6 mètres sur les parties Est, Ouest et Sud et au minimum de 4 mètres sur la partie Nord, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;*
- *dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;*
- *la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;*
- *chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;*
- *aucun obstacle n'est disposé entre la voie engins et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins.*

Le positionnement de la voie engins est proposé par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement. »

CHAPITRE 2.2 – AMÉNAGEMENT VIA DÉLAIS DE MISE EN CONFORMITÉ ET RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Pour la protection des intérêts cités à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées par celles des articles 2.2.1 à 2.2.11 ci-après.

Article 2.2.1 – Aménagement de l'article 5 de l'Arrêté Ministériel du 09/04/2019

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées par prescriptions suivantes :

« Le respect des limites de propriété vis-à-vis de la façade Ouest des bâtiments U2 et U3 est effectif à l'acquisition, par la société TACELEMIT AEROSPACE LUCEAU, des parcelles OB 561 et OB 531. La société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU doit transmettre à l'inspection, sous trois mois suivant la notification du présent arrêté, l'acte de propriété desdites parcelles. »

Article 2.2.2 – Aménagement de l'article 10 de l'Arrêté Ministériel du 09/04/2019

Les dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées par les prescriptions suivantes :

« La société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU doit transmettre à l'inspection, sous deux mois suivant la notification du présent arrêté, le plan des zones à risque des installations classées sous les rubriques 2565 et 2564. »

Article 2.2.3 – Aménagement de l'article 11 de l'Arrêté Ministériel du 09/04/2019

Les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées par les prescriptions suivantes :

« La société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU doit réaliser les travaux nécessaires au respect des dispositions du présent article avant le 31 août 2026. »

À ce titre, l'exploitant doit transmettre à l'inspection sous un mois suivant la transmission du bon de fin des travaux, les justificatifs attestant de la conformité des dispositions constructives de ses installations et de son système d'extinction automatique le cas échéant. »

Article 2.2.4 – Aménagement de l'article 12 de l'Arrêté Ministériel du 09/04/2019

Les dispositions de l'article 12, paragraphes I, II, III, et IV de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées par les prescriptions suivantes :

«Article 12 paragraphe I

Les portails d'accès aux parcelles 0031 de la section AB et aux parcelles 0561 et 0531 de la section OB de la société TECALEMIT LUCEAU AEROSPACE sont équipés de dispositifs de déverrouillage permettant l'accès des services de secours en heures non ouvrées »

Article 12 paragraphe II

La société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU doit réaliser les travaux de création de la voie engin côté Ouest des bâtiments U2 et U3 avant le 31 août 2026. L'exploitant doit transmettre à l'inspection, avant cette date, le bon de fin de travaux de la voie.

Article 12 paragraphe III

La société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU doit réaliser les travaux de création des aires de stationnement des moyens élévateurs ainsi que les aires de raccordement aux points d'eau incendie, côté Ouest des bâtiments U2 et U3, avant le 31 août 2026.

Les aires de stationnement des moyens élévateurs doivent être en dehors d'une zone d'effet des flux thermiques supérieurs à 5 kW/m².

L'exploitant doit transmettre à l'inspection, avant cette date, le bon de fin de travaux des aires ainsi qu'un reportage photographique attestant de la présence au sol des tracés qui les matérialisent.

Article 12 paragraphe IV

La société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU doit réaliser et transmettre à l'inspection, sous un deux mois suivant la notification du présent arrêté :

- un plan des locaux avec descriptions des dangers ;
- un plan des moyens de secours incendie ;
- les consignes d'accès des secours. »

Article 2.2.5 – Aménagement de l'article 13 de l'Arrêté Ministériel du 09/04/2019

Les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées par les prescriptions suivantes :

« La société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU doit réaliser les travaux nécessaires au respect des dispositions du présent article avant le 31 août 2026.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection, avant cette date, le bon de fin de travaux de mise en conformité des dispositifs de désenfumage desdits ateliers, accompagné d'une attestation de réalisation d'essais de fonctionnement concluant à leur opérationnalité »

Article 2.2.6 – Aménagement de l'article 14 de l'Arrêté Ministériel du 09/04/2019

Les dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées par les prescriptions suivantes :

« La société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU doit réaliser les travaux d'installation de points d'eau artificiels pour un volume total de 960 m³ avant le 31 août 2026. Les points d'eau artificiels doivent être en dehors d'une zone d'effet des flux thermiques supérieurs à 5 kW/m². Ces dispositifs doivent être pourvus au total d'au moins huit aires d'aspiration, chacune d'une surface 8 mètres par 4 mètres. Chaque aire d'aspiration dispose d'un dispositif fixe de diamètre 100 mm (demi-raccords) avec tenons en position verticale. La voie engin qui conduit à ces aires doit être à minima de 4 mètres de large. L'exploitant doit transmettre à l'inspection :

- avant cette date, le bon de fin de travaux de ces dispositifs ;
- sous un mois suivant la transmission du bon de fin de travaux, une attestation de réception, par le SDIS 72 de ces dispositifs.

Article 2.2.7 – Aménagement de l'article 18 de l'Arrêté Ministériel du 09/04/2019

Les dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées par les prescriptions suivantes :

« La société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU doit réaliser les travaux, d'installation d'une ventilation générale dans l'atelier dépollution et d'augmentation de la hauteur des débouchés en toiture pour les systèmes d'extraction de l'atelier de dégraissage, avant le 31 août 2026. L'exploitant doit transmettre à l'inspection, avant cette date, le bon de fin de travaux de mise en conformité des dispositifs de ventilation et d'extraction desdits ateliers ».

Article 2.2.8 – Aménagement de l'article 20 de l'Arrêté Ministériel du 09/04/2019

Les dispositions de l'article 20.I, 20.III et 20 IV de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées par les prescriptions suivantes :

« Article 20 paragraphe I

La société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU doit réaliser les travaux d'installation d'un déclencheur d'alarme en point bas et d'une rétention dans l'atelier de dépollution avant le 31 août 2026. L'exploitant doit transmettre à l'inspection, avant cette date, le bon de fin de travaux, accompagné d'une attestation de réalisation d'essais de fonctionnement concluant à son opérationnalité. »

Article 20 paragraphe III

La société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU doit réaliser les travaux d'installation d'un bassin de rétention des eaux d'extinction incendie, d'un volume de 1 280 m³ avant le 31 août 2026. L'exploitant doit transmettre à l'inspection, avant cette date, le bon de fin de travaux du bassin rétention, accompagné d'une attestation de réalisation d'essais de fonctionnement concluant à son opérationnalité (organes de commande d'obturation, vannes,...)»

Article 20 paragraphe IV

La société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU doit réaliser les travaux de mise en conformité de son aire de chargement et déchargement, situé au niveau de l'atelier de traitement de surface, afin de la raccorder à une rétention, avant le 31 août 2026. L'exploitant doit transmettre à l'inspection, avant cette date, le bon de fin de travaux sur la création d'une rétention et sa connexion à l'aire de dépotage. »

Article 2.2.9 – Aménagement de l'article 36 de l'Arrêté Ministériel du 09/04/2019

Les dispositions de l'article 36 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées par les prescriptions suivantes :

« La société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU doit réaliser les travaux de mise en conformité du système de captation et d'aspiration de la cuve de caldène de 70L de l'atelier dégraissage, avant le 30 juin 2026. L'exploitant doit transmettre à l'inspection, avant cette date, le bon de fin de travaux accompagné d'une attestation de réalisation d'essais de fonctionnement concluant à son opérationnalité. »

Article 2.2.10 – Aménagement de l'article 39 de l'Arrêté Ministériel du 09/04/2019

Les dispositions de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées par les prescriptions suivantes :

« La société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU doit réaliser les travaux de mise en conformité des hauteurs des systèmes d'extraction des ateliers de dépollution et dégraissage, avant le 30 juin 2026. L'exploitant doit transmettre à l'inspection, avant cette date, le bon de fin de travaux accompagné d'une attestation de réalisation d'essais de fonctionnement concluant à leur opérationnalité. »

Article 2.2.11 – Aménagement de l'article 41 de l'Arrêté Ministériel du 09/04/2019

Les dispositions de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées par les prescriptions suivantes :

« La société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU doit réaliser une mesure des émissions sonores de ses installations classées, selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, et transmettre le rapport à l'inspection avant le 31 août 2026. »

Article 2.2.12 – Aménagement de l'article 48 de l'Arrêté Ministériel du 09/04/2019

Les dispositions de l'article 48 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées par les prescriptions suivantes :

« La société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU doit réaliser une mesure des émissions atmosphériques de ses ateliers de dépollution et dégraissage à l'issue de la fin des travaux de mises en conformité desdites installations, prévus aux articles 2.2.7, 2.2.9 et 2.2.10, et transmettre le rapport à l'inspection avant le 31 août 2026. »

Article 2.2.13 – Aménagement de l'article 51 de l'Arrêté Ministériel du 09/04/2019

Les dispositions de l'article 51 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées par les prescriptions suivantes :

« La société TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU doit réaliser un plan de gestion des solvants, suivant le guide d'élaboration édité par l'institut national de l'environnement industriel et des risques dans sa dernière version, et le transmettre à l'inspection avant le 30 juin 2026. »

TITRE 3 – PUBLICITÉ, VOIES DE RECOURS, MODALITÉS D'EXÉCUTION

ARTICLE 3.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2. PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de Luceau et peut y être consultée ;
- 2° L'arrêté est affiché à la mairie de Luceau pendant une durée minimum d'un mois. Le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté en application de l'article R.512-46-11 du code de l'environnement ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture de la Sarthe pendant une durée minimum de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 3.3 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nantes :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Conformément aux dispositions de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 3.4. EXÉCUTION

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Sarthe, le sous-préfet de l'arrondissement de La Flèche, le maire de Luceau, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et l'inspecteur de l'environnement, spécialité Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet de la Sarthe

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Christine TORRES